



le château  
RAPPORT ANNUEL  
2002

# PROFIL

Chef de file au Canada, Le Château est un détaillant spécialisé offrant, à prix abordable, des vêtements, des chaussures et des accessoires avant-gardistes aux femmes et aux hommes de 15 à 35 ans et plus soucieux de la mode. De plus, notre division *JUNIOR GIRL* s'adresse au créneau sans cesse croissant des préadolescentes de 8 à 14 ans. Le succès de notre marque repose sur notre capacité d'identifier rapidement les tendances de la mode et d'y réagir immédiatement grâce à nos forces en conception et en développement de produits, ainsi qu'à notre approche verticale.

Les vêtements de marque Le Château sont vendus exclusivement par l'entremise des 161 magasins de détail de la Société, lesquels ont une superficie moyenne de 3 500 pieds carrés. Tous ses magasins sont situés au Canada, à l'exception de quatre dans la région de New York.

Le Château, qui accorde une grande importance à la recherche, à la conception et au développement de produits, fabrique environ 45 % de ses produits dans ses installations de production au Canada.

## MAGASINS LE CHÂTEAU ET SUPERFICIE EN PIEDS CARRÉS

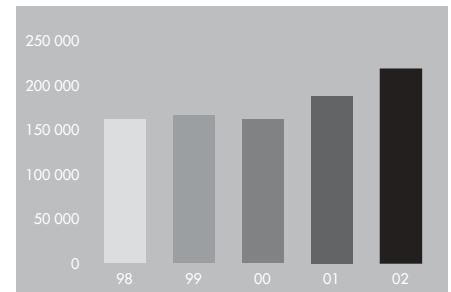
	25 JANVIER 2003		26 JANVIER 2002	
	MAGASINS	PIEDS CARRÉS	MAGASINS	PIEDS CARRÉS
Ontario	55	206 844	54	204 283
Québec	43	173 542	43	169 699
Colombie-Britannique	20	63 563	20	62 230
Alberta	18	65 297	18	65 297
Manitoba	6	27 951	6	27 951
Nouvelle-Écosse	6	12 669	6	12 669
Nouveau-Brunswick	4	12 454	4	12 454
Saskatchewan	4	13 209	4	13 209
Terre-Neuve	1	2 500	1	2 500
Total Canada	157	578 029	156	570 292
Total États-Unis	4	22 606	4	22 606
Total magasins Le Château	161	600 635	160	592 898

le château

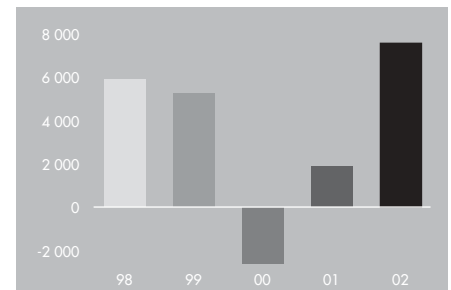




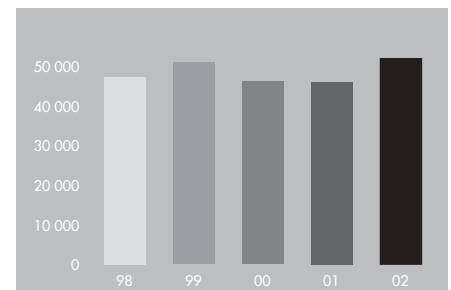
### Ventes (en '000)



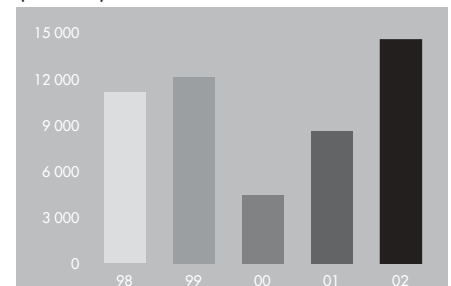
### Bénéfice net (perte nette) (en '000)



### Capitaux propres (en '000)



### Marge brute d'autofinancement (en '000)



# FAITS SAILLANTS

(EN MILLIERS DE DOLLARS SAUF LES DONNÉES PAR ACTION ET LES RATIOS)

EXERCICES TERMINÉS LES	25 JANVIER 2003	26 JANVIER 2002	27 JANVIER 2001	29 JANVIER 2000	30 JANVIER 1999
<b>Résultats</b>					
Ventes	217 660	187 540	161 120	168 666	160 921
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	12 375	4 010	( 4 346 )	9 019	10 035
Bénéfice net (perte nette)	7 562	1 852	( 2 607 )	5 269	5 870
• Par action	1,52	0,38	( 0,53 )	1,07	1,20
Dividendes par action	0,40	0,40	0,40	0,40	0,40
Nombre moyen d'actions en circulation (000)	4 980	4 936	4 935	4 925	4 871
<b>Situation financière</b>					
Fonds de roulement	18 443	14 621	13 804	19 585	21 780
Capitaux propres	51 492	45 694	45 800	50 380	46 827
Total de l'actif	80 519	69 915	68 189	68 624	66 872
<b>Ratios financiers</b>					
Ratio du fonds de roulement	1,79:1	1,80:1	1,89:1	2,41:1	2,55:1
Ratio de liquidités immédiates	0,70:1	0,63:1	0,46:1	0,94:1	1,34:1
Ratio d'endettement <sup>(1)</sup>	0,08:1	0,10:1	0,13:1	0,08:1	0,13:1
<b>Autres statistiques (unités comme précisé)</b>					
Marge brute d'autofinancement	14 503	8 544	4 394	12 048	11 059
Dépenses en immobilisations	9 019	5 025	10 379	10 628	8 822
Nombre de magasins en fin d'exercice	161	160	161	159	146
Superficie en pi <sup>2</sup>	600 635	592 898	598 983	585 860	542 642
Ventes au pi <sup>2</sup> <sup>(2)</sup>	391	338	292	322	323

## RENSEIGNEMENTS SUR LE TITRE

Symbole : **CTU.A**

Inscription boursière : **TSX**

Nombre d'actions participantes en circulation  
(au 27 mai 2003) :

**2 110 591 actions subalternes de catégorie A  
avec droit de vote**

**3 020 000 actions de catégorie B**

Nombre d'actions en circulation dans le public :

**1 796 661 actions de catégorie A**

Au 27 mai 2003 :

Haut/bas du cours de l'action de catégorie A  
(12 mois terminés le 27 mai 2003) :

**11,25 \$ / 6,52 \$**

Cours récent :

**9,95 \$**

Rendement des actions :

**4,0 %**

Ratio cours/bénéfice :

**6,55 X**

Ratio cours/valeur comptable :

**0,97 X**

Bénéfice par action : <sup>(3)</sup>

**1,52 \$**

Valeur comptable de l'action : <sup>(4)</sup>

**10,25 \$**

<sup>(1)</sup> Incluant les baux de location-acquisition et la tranche à court terme de la dette, excluant les avantages incitatifs reportés.

<sup>(2)</sup> Excluant les magasins-entrepôts Le Château.

<sup>(3)</sup> Exercice terminé le 25 janvier 2003.

<sup>(4)</sup> Au 25 janvier 2003.

# le château



# MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

---

En 2002, nous sommes devenus un détaillant de prêt-à-porter de 200 millions de dollars, avec une année record en termes de ventes et de bénéfice. Les ventes ont augmenté de 16,1 %, pour atteindre 218 millions de dollars, alors que les ventes des magasins comparables étaient en hausse de 18,4 % en regard de la même période l'an dernier.

Le bénéfice net après impôts totalisait 7,6 millions de dollars ou 1,52 \$ par action, comparativement à 1,9 million de dollars ou 0,38 \$ par action l'année dernière. La productivité des ventes a atteint un record de 391 \$ le pied carré, par rapport à 338 \$ l'année précédente, soit une augmentation de 15,7 %.

Les dividendes versés en 2002 s'élevaient à 0,40 \$ par action. Nous avons versé des dividendes pendant 38 trimestres consécutifs et il est de notre intention de maintenir cette politique pour les trimestres à venir.

En 2002, nous nous sommes concentrés sur le repositionnement de notre marque, l'amélioration de la qualité de nos produits et l'élargissement de notre clientèle. En retour, nous avons connu un progrès marqué vers notre objectif d'atteindre les normes de design, d'aménagement et de mise en marché de calibre international en offrant à nos clients les tendances les plus innovatrices à prix abordable.

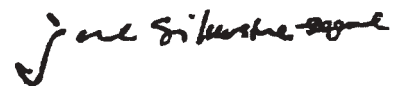
Notre objectif en 2003 est de poursuivre la croissance de la rentabilité en maintenant les stocks à un niveau encore moins élevé, et ce, en continuant à mettre l'accent sur des produits innovateurs, la différenciation de notre marque et la réduction des délais de commercialisation. De plus, afin de poursuivre notre croissance de manière constante et stratégique, nous réexaminons nos opérations afin de concevoir, de produire, de distribuer, de recevoir et de vendre plus de produits, plus efficacement et à meilleur coût que l'an dernier.

En dépit des conditions économiques difficiles, les quatre premiers mois de l'exercice en cours indiquent une hausse de 4,4 % des ventes des magasins comparables, par rapport à la même période l'an dernier.

Enfin, nous aimerions remercier sincèrement nos actionnaires pour la confiance qu'ils portent à notre marque et leur confirmer notre engagement à faire fructifier encore leurs investissements en 2003. Nous souhaitons également exprimer notre gratitude et notre immense fierté envers notre fidèle équipe d'employés des plus talentueux. Leur dévouement et leur passion contribuent à faire en sorte que Le Château ne soit pas seulement un magasin, mais une expérience très spéciale.



**HERSCHEL H. SEGAL**  
Président du Conseil  
et chef de la direction



**JANE SILVERSTONE, B.A.L.L.**  
Vice-présidente du Conseil





# ANALYSE PAR LA DIRECTION

DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION (EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

	2002 \$	2001 \$	2000 \$
Ventes	217 660	187 540	161 120
Bénéfice (perte) avant impôts	12 375	4 010	( 4 346 )
Provision pour (recouvrement d') impôts	4 813	2 158	( 1 739 )
Bénéfice net (perte nette)	7 562	1 852	( 2 607 )
Bénéfice net (perte nette) par action			
De base	1,52	0,38	( 0,53 )
Dilué	1,45	0,37	( 0,53 )
Marge brute d'autofinancement	14 503	8 544	4 394
Augmentation (diminution) des ventes des magasins comparables %	18,4 %	14,2 %	( 9,2 ) %
Superficie totale en pieds carrés à la fin de l'exercice	600 635	592 898	598 983
Ventes au pied carré, excluant les magasins-entrepôts (en dollars)	391	338	292

## VENTES

Durant l'exercice 2002, les ventes ont connu une hausse de 16,1 % pour atteindre 217,7 millions de dollars, comparativement à 187,5 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable en grande partie à une hausse de 18,4 % des ventes des magasins comparables. En excluant les magasins-entrepôts, les ventes au pied carré ont grimpé à 391 \$, par rapport à 338 \$ en 2001, soit une augmentation de 15,7 %.

En 2002, notre stratégie misait sur le repositionnement de notre marque, l'amélioration de la qualité de nos produits et l'élargissement de notre clientèle en offrant les tendances les plus innovatrices à prix abordable. Par le biais d'un travail de marketing accru partout au Canada et d'une offre de produits clairement définie et destinée à une clientèle plus vaste, nous avons capté encore plus l'intérêt des femmes et des hommes de 15 à 35 ans et plus, soucieux de la mode.

## VENTES TOTALES PAR DIVISION (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	VARIATION EN %				
	2002 \$	2001 \$	2000 \$	2002-2001	2001-2000
Vêtements pour femmes	134 848	121 904	102 113	10,6 %	19,4 %
Vêtements pour hommes	24 721	18 033	17 958	37,1 %	0,4 %
Vêtements <i>JUNIOR GIRL</i>	19 731	18 303	14 598	7,8 %	25,4 %
Chaussures	14 623	14 078	13 489	3,9 %	4,4 %
Accessoires	23 737	15 222	12 962	55,9 %	17,4 %
	217 660	187 540	161 120	16,1 %	16,4 %

La division des vêtements pour femmes, qui a enregistré une hausse de 10,6 % de ses ventes en 2002, demeure la division de la Société qui génère le plus de ventes, comptant pour 62,0 % des ventes totales. Les divisions des vêtements pour hommes et des accessoires ont enregistré les plus importantes augmentations des ventes en 2002, soit des hausses respectives de 37,1 % et de 55,9 %. Les divisions des vêtements *JUNIOR GIRL* et des chaussures se sont également améliorées en 2002 avec des augmentations de ventes respectives de 7,8 % et de 3,9 %.

## VENTES TOTALES PAR RÉGION (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	VARIATION EN %				
	2002 \$	2001 \$	2000 \$	2002-2001	2001-2000
Ontario	76 242	64 793	56 787	17,7 %	14,1 %
Québec	59 199	47 576	40 171	24,4 %	18,4 %
Prairies	36 591	31 598	25 360	15,8 %	24,6 %
Colombie-Britannique	26 865	23 869	21 526	12,6 %	10,9 %
Maritimes	9 523	8 350	6 792	14,0 %	22,9 %
États-Unis	9 240	11 354	10 484	( 18,6 )%	8,3 %
	217 660	187 540	161 120	16,1 %	16,4 %

Toutes les régions ont connu une amélioration de leurs résultats de ventes. Le Québec et l'Ontario ont enregistré la plus forte croissance au chapitre des ventes, avec des augmentations respectives de 24,4 % et de 17,7 %. Dans ces régions, les ventes des magasins comparables ont connu quant à elles des augmentations respectives de 26,4 % et de 14,7 %. La Colombie-Britannique et les Prairies ont aussi connu un excellent rendement des ventes des magasins comparables, avec des augmentations respectives de 13,4 % et de 13,8 %.

Les quatre magasins de la Société situés aux États-Unis., tous dans la région de New York, ont aussi connu une hausse de 13,6 % des ventes des magasins comparables, après une baisse de 6,9 % l'année précédente.

Durant l'année, Le Château a ouvert 1 nouveau magasin et en a rénové 16. Au 25 janvier 2003, la Société exploitait 161 magasins (dont 8 magasins-entrepôts) comparativement à 160 (dont 7 magasins-entrepôts) à la fin de l'exercice précédent. La superficie totale des magasins à la fin de l'exercice s'élevait à 601 000 pieds carrés, en regard de 593 000 pieds carrés à la fin de l'exercice précédent.

## CHARGES D'EXPLOITATION

Exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, le coût des marchandises vendues et les frais d'achat et d'occupation ont diminué à 64,6 % par rapport à 66,9 % en 2001. Cette baisse est attribuable aux améliorations constamment apportées à la gestion des stocks, qui ont entraîné des marges bénéficiaires brutes accrues.

Pour l'exercice 2002, les charges générales et les charges de ventes et d'administration se chiffraient à 57,0 millions de dollars, comparativement à 50,5 millions de dollars en 2001. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires, les charges générales et les charges de vente et d'administration ont diminué à 26,2 % en 2002, comparativement à 26,9 % en 2001. Les intérêts débiteurs sont passés de 700 000 \$ en 2001 à 350 000 \$ en 2002, en raison d'un remboursement de 2,8 millions de dollars de la dette à long terme au cours de l'exercice et de la baisse des taux d'intérêts en 2002.

Les frais d'amortissement ont enregistré une légère hausse, passant de 6,5 millions de dollars en 2001 à 6,9 millions de dollars en 2002, cette hausse étant attribuable à des investissements additionnels dans les immobilisations.

La provision pour impôts de 4,8 millions de dollars en 2002 représente un taux d'imposition effectif de 38,9 %, comparativement à un taux de 53,8 % l'année précédente. Le taux d'imposition effectif de l'année en cours comprend la perte non déductible subie aux États-Unis qui compte pour 3 %, comparativement à 18 % l'année précédente.

## BÉNÉFICE

Le bénéfice net totalisait 7,6 millions de dollars ou 1,52 \$ par action en 2002, comparativement à 1,9 million de dollars ou 0,38 \$ par action en 2001.

Le bénéfice net de la Société attribuable à ses opérations au Canada totalisait 8,5 millions de dollars ou 1,71 \$ par action, alors qu'elle a enregistré une perte nette aux États-Unis de 0,9 million de dollars canadiens ou (0,19) \$ CAN par action.

## CHANGEMENT AUX CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 27 janvier 2002, la Société a adopté le nouveau chapitre de l'ICCA « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». Conformément aux recommandations de ce nouveau chapitre, la norme comptable est appliquée à toutes les attributions d'actions après le 26 janvier 2002, date à laquelle le chapitre est entré en vigueur pour la Société. La Société a un régime d'options sur actions et un régime d'achat d'actions comme décrit à la note 8.

La comptabilisation du régime d'options sur actions de la Société n'a pas été modifiée du fait de la nouvelle norme comptable. En vertu de la nouvelle norme, comme pendant les périodes précédentes, la Société utilise la comptabilisation au règlement pour son régime d'options sur actions. L'opération est reflétée dans les états financiers uniquement au moment de l'exercice des options, au prix d'exercice. La contrepartie versée par les employés à l'exercice d'options sur actions est comptabilisée à titre de capital social. La présentation pro forma est fournie à la note 8 comme si ces attributions étaient comptabilisées selon la méthode de la juste valeur.

## DIVIDENDES

En 2002, Le Château a maintenu, pour la neuvième année consécutive, sa politique de versement de dividendes trimestriels sur les actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et les actions de catégorie B avec droit de vote. Le total des dividendes par action de catégories A et B versés s'élevait à 0,10 \$ par trimestre ou 0,40 \$ pour l'année 2002. Le rendement des actions – basé sur le cours de clôture de 9,95 \$ par action enregistré le 27 mai 2003 – était de 4,0 %.

## LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

La Société possède des liquidités importantes, largement suffisantes pour soutenir ses activités d'exploitation, ainsi qu'une situation financière solide. La marge brute d'autofinancement a augmenté à 14,5 millions de dollars en 2002, en regard de 8,5 millions de dollars l'année précédente, cette augmentation étant attribuable principalement à un bénéfice net plus élevé.

Les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation (incluant la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement) ont augmenté à 16,0 millions de dollars, comparativement à 15,1 millions de dollars en 2001. Les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation et de financement ont servi aux activités de financement et d'investissement suivantes :

- Des dépenses en immobilisations de 9,0 millions de dollars, réparties ainsi :

## DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS (EN MILLIERS DE DOLLARS)

	2002 \$	2001 \$	2000 \$
Ouverture de magasins (1 magasin ; 2001 - 2 magasins ; 2000 - 8 magasins)	298	341	4 526
Rénovation de magasins (16 magasins ; 2001 - 11 magasins ; 2000 - 13 magasins)	5 681	3 341	3 948
Systèmes informatiques	1 033	721	1 025
Autres	2 007	622	880
	9 019	5 025	10 379

De ces 9,0 millions de dollars de dépenses en immobilisations, une tranche de 8,9 millions de dollars est liée aux opérations canadiennes et de 0,1 million de dollars aux activités américaines.

- Le versement de dividendes totalisant 2,0 millions de dollars.
- Le remboursement des obligations découlant des contrats de location-acquisition et de la dette à long terme totalisant 2,8 millions de dollars.

La situation de trésorerie de la Société s'établissait à 15,0 millions de dollars ou 3,00 \$ par action en 2002, en hausse par rapport à 9,8 millions de dollars ou 1,99 \$ par action en 2001.

## SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement se chiffrait à 18,4 millions de dollars à la fin de l'exercice, comparativement à 14,6 millions de dollars à la fin de 2001.

Les stocks ont augmenté à 25,5 millions de dollars par rapport à 21,4 millions de dollars un an auparavant, cette hausse étant principalement attribuable au fait que la réception de notre collection de printemps a eu lieu plus tôt cette année, ainsi qu'à des stocks plus élevés de matières premières à la fin de l'exercice.

L'avoir des actionnaires a connu une hausse pour se chiffrer à 51,5 millions de dollars à la fin de l'exercice, déduction faite des 2,0 millions de dollars versés en dividendes. La valeur comptable par action a augmenté à 10,25 \$ à la fin de l'exercice, en regard de 9,25 \$ au 26 janvier 2002, et comprenait 3,00 \$ d'espèces et de quasi-espèces.

Le total de la dette à long terme et des obligations en vertu des contrats de location-acquisition, y compris les tranches à court terme, a diminué à 4,2 millions de dollars par rapport à 4,5 millions de dollars en 2001, après le financement additionnel de 2,5 millions de dollars de la dette à long terme et le remboursement de 2,8 millions de dollars effectués au cours de l'exercice. Le ratio d'endettement à long terme est demeuré sain à 0,08:1, comparativement à 0,10:1 l'année précédente.

Pour l'exercice 2003, les dépenses en immobilisations prévues se chiffrent à environ 12 millions de dollars, dont 7,5 millions de dollars seront consacrés à l'ouverture de 3 à 5 nouveaux magasins et à la rénovation de 16 à 20 magasins existants et 4,5 millions seront investis dans la technologie informatique, notamment dans un nouveau système de terminaux aux points de vente. De plus, afin d'offrir notre marque dans toutes les régions du Canada, nous sommes continuellement à la recherche de nouvelles occasions dans des marchés clés.

La direction prévoit être en mesure de continuer à financer l'exploitation de la Société et la majorité des dépenses en immobilisations à même la marge brute d'autofinancement. Au besoin, elle pourrait également puiser dans ses ressources financières qui, à la fin de l'exercice, consistaient en des espèces et des quasi-espèces de 15,0 millions de dollars et une marge de crédit rotative de 16,0 millions de dollars qu'elle détient auprès de son institution bancaire. Une partie des dépenses en immobilisations prévues pourrait également être financée au moyen d'une facilité de crédit à long terme de 5,0 millions de dollars.

## RISQUES ET INCERTITUDES

### Concurrence et conjoncture économique

La mode est une industrie hautement concurrentielle et d'envergure internationale qui se doit de suivre l'évolution rapide de la demande des consommateurs. De plus, plusieurs facteurs extérieurs, indépendants de notre volonté, influencent le climat économique et la confiance des consommateurs.

Cet environnement accentue l'importance d'une différenciation en magasin, d'un service à la clientèle de qualité et du dépassement continu des attentes des clients, afin de leur offrir une expérience globale en magasin.

Dans cette optique, Le Château croit que son caractère distinctif, la mise en marché et le design novateurs de ses magasins, sa situation financière solide, ainsi que son équipe gagnante d'employés dynamiques se consacrant à offrir la meilleure expérience en magasin qui soit, contribueront au succès continu de son entreprise.

### Baux

Tous les magasins de la Société sont assujettis à des contrats de location à long terme, dont la majorité sont assortis de conditions de location favorables. Toute augmentation des taux de location aurait des conséquences négatives pour la Société.

### Risque de change

Le risque de change auquel la Société est exposée se limite aux fluctuations des cours entre le dollar canadien et le dollar américain. Quand les circonstances l'exigent, la Société a recours à des contrats à terme pour fixer le taux de change sur une portion de ses besoins prévus en dollars américains.

## PERSPECTIVES

Le Château prévoit une croissance stable et continue des ventes et du bénéfice au cours de l'exercice 2003. Les quatre premiers mois de l'exercice 2003 indiquent une hausse des ventes des magasins comparables de 4,4 %. En rehaussant nos normes de service et en présentant des produits innovateurs, nous continuerons à faire de la satisfaction de notre clientèle notre priorité. De plus, nous poursuivrons nos efforts visant à améliorer tous les aspects de notre entreprise par une consolidation constante de notre marque, une meilleure gestion des stocks, ainsi qu'un contrôle plus sévère des coûts et des investissements dans la recherche, la conception et le développement, les rénovations et les nouvelles technologies.

## RÉSULTATS TRIMESTRIELS (EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

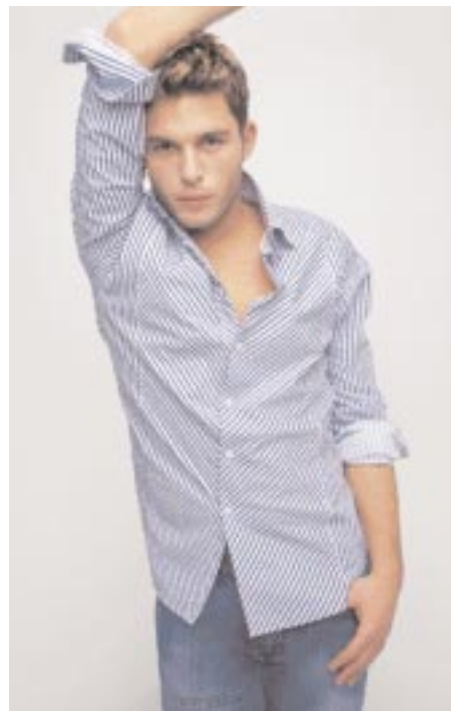
	1 <sup>er</sup> TRIMESTRE		2 <sup>e</sup> TRIMESTRE		3 <sup>e</sup> TRIMESTRE		4 <sup>e</sup> TRIMESTRE		TOTAL	
	2002 \$	2001 \$	2002 \$	2001 \$	2002 \$	2001 \$	2002 \$	2001 \$	2002 \$	2001 \$
Ventes	42 960	38 441	51 597	42 675	60 434	51 360	62 669	55 064	217 660	187 540
Bénéfice (perte) avant impôts	667	( 940 )	3 888	178	4 946	2 833	2 874	1 939	12 375	4 010
Bénéfice net (perte nette)	343	( 555 )	2 422	105	3 009	1 371	1 788	931	7 562	1 852
Bénéfice net (perte nette) par action	0,07	( 0,11 )	0,49	0,02	0,60	0,28	0,36	0,19	1,52	0,38

Le chiffre d'affaires de la Société suit habituellement une courbe saisonnière ; en effet, les ventes au détail sont plus élevées au cours des troisième et quatrième trimestres, résultats attribuables respectivement à la période de la rentrée des classes et à la période des Fêtes.

## ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Un certain nombre de points dont il est question dans cette « Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation » et ailleurs dans le Rapport annuel, et qui ne sont pas des faits historiques ou actuels, concernent des circonstances et des développements éventuels. L'analyse de ces points est sous réserve des risques inhérents et des incertitudes entourant les prévisions en général et peut différer de façon considérable de l'expérience future réelle de la Société relativement à un ou plusieurs de ces points.

le château



# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés ci-joints de Le Château Inc. et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction.

Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Lorsqu'il était possible d'appliquer d'autres méthodes comptables, la direction a choisi celles qu'elle a jugées les plus appropriées dans les circonstances. Les états financiers ne sont pas précis, puisqu'ils renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer que les états financiers soient présentés fidèlement, à tous égards importants. La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et s'est assurée de sa concordance avec les états financiers.

La Société maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs de qualité supérieure, moyennant un coût raisonnable. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la Société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé d'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le conseil s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification, qui se compose de trois administrateurs externes nommés par le conseil d'administration. À chaque trimestre, le comité rencontre la direction ainsi que les vérificateurs externes indépendants, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de vérification et de présentation de l'information financière. Le comité examine également les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes, et fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. De plus, le comité étudie, dans le but de soumettre à l'examen du conseil d'administration et à l'approbation des actionnaires, la nomination des vérificateurs externes ou le renouvellement de leur mandat. Les vérificateurs externes ont librement et pleinement accès au comité de vérification.

Les états financiers ont été vérifiés, au nom des actionnaires, par les vérificateurs externes Ernst & Young s.r.l., conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada.



Herschel H. Segal  
Président du Conseil et  
chef de la direction



Emilia Di Raddo, CA  
Présidente et  
secrétaire générale

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES DE LE CHÂTEAU INC.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Le Château Inc. aux 25 janvier 2003 et 26 janvier 2002 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 25 janvier 2003 et 26 janvier 2002 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Montréal, Canada  
le 21 mars 2003

Ernst & Young s.r.l.  
Comptables agréés

# BILANS CONSOLIDÉS

AU 25 JANVIER 2003 [CHIFFRES CORRESPONDANTS AU 26 JANVIER 2002]

[EN MILLIERS DE DOLLARS]

	2003 \$	2002 \$
<b>ACTIF</b> [note 2]		
<b>Actif à court terme</b>		
Espèces et quasi-espèces [note 1.5]	15 040	9 830
Débiteurs et charges payées d'avance	1 169	1 585
Stocks [note 3]	25 482	21 353
Prêt à un administrateur [note 4]	—	120
<b>Total de l'actif à court terme</b>	41 691	32 888
Prêt à un administrateur [note 4]	566	566
Immobilisations [note 5]	38 262	36 461
	80 519	69 915
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Créditeurs et charges à payer [note 11]	17 609	13 322
Dividendes à payer	503	494
Impôts sur les bénéfices à payer	2 877	1 925
Tranche échéant à moins d'un an des obligations découlant de contrats de location-acquisition [note 6]	776	1 537
Tranche échéant à moins d'un an de la dette à long terme [note 7]	1 483	989
<b>Total du passif à court terme</b>	23 248	18 267
Obligations découlant de contrats de location-acquisition [note 6]	212	988
Dette à long terme [note 7]	1 766	970
Impôts futurs [note 9]	1 888	1 772
Avantages incitatifs reportés	1 913	2 224
<b>Total du passif</b>	29 027	24 221
<b>Capitaux propres</b>		
Capital social [note 8]	13 680	13 445
Bénéfices non répartis	37 812	32 249
<b>Total des capitaux propres</b>	51 492	45 694
	80 519	69 915

Engagements [note 11]

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,



Herschel H. Segal  
Administrateur



Jane Silverstone, B.A.LLL  
Administratrice



## ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

EXERCICE TERMINÉ LE 25 JANVIER 2003 [CHIFFRES CORRESPONDANTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 26 JANVIER 2002]  
[EN MILLIERS DE DOLLARS]

	2003 \$	2002 \$
<b>Solde au début de l'exercice</b>	32 249	32 372
Bénéfice net	7 562	1 852
Dividendes	39 811 1 999	34 224 1 975
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>37 812</b>	<b>32 249</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 25 JANVIER 2003 [CHIFFRES CORRESPONDANTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 26 JANVIER 2002]  
[EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES MONTANTS RELATIFS AUX ACTIONS]

	2003 \$	2002 \$
<b>Chiffre d'affaires</b>	217 660	187 540
<b>Coût des marchandises vendues et charges</b>		
Coût des marchandises vendues, frais d'achat et d'occupation	140 705	125 526
Charges générales et charges de vente et d'administration	57 012	50 538
Intérêts	350	700
Amortissement	6 937	6 515
Radiation d'immobilisations	281	251
	205 285	183 530
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	12 375	4 010
Provision pour impôts sur les bénéfices [note 9]	4 813	2 158
<b>Bénéfice net</b>	<b>7 562</b>	<b>1 852</b>
<b>Bénéfice net par action</b> [note 10]		
De base	1,52	0,38
Dilué	1,45	0,37
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation</b>	<b>4 979 581</b>	<b>4 936 065</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

# ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE TERMINÉ LE 25 JANVIER 2003 [CHIFFRES CORRESPONDANTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 26 JANVIER 2002]

[EN MILLIERS DE DOLLARS]

	2003 \$	2002 \$
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Bénéfice net	7 562	1 852
Rajustement pour déterminer les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Amortissement	6 937	6 515
Radiation d'immobilisations	281	251
Amortissement des avantages incitatifs reportés	( 393 )	( 377 )
Impôts futurs	116	303
	14 503	8 544
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation [note 13]	1 526	6 511
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>16 029</b>	<b>15 055</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Remboursement d'un prêt à un administrateur	120	—
Produits des contrats de location-acquisition	—	646
Remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition	( 1 537 )	( 2 011 )
Produit de la dette à long terme	2 500	1 000
Remboursement de la dette à long terme	( 1 210 )	( 1 153 )
Avantages incitatifs reportés	82	204
Émission de capital social	235	17
Dividendes versés	( 1 990 )	( 1 975 )
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>( 1 800 )</b>	<b>( 3 272 )</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations	( 9 019 )	( 5 025 )
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>( 9 019 )</b>	<b>( 5 025 )</b>
<b>Augmentation des espèces et quasi-espèces</b>		
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	5 210	6 758
	9 830	3 072
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice</b>	<b>15 040</b>	<b>9 830</b>
<b>Information supplémentaire :</b>		
Intérêts payés pendant l'exercice	350	700
Impôts sur les bénéfices payés (reçus) pendant l'exercice, montant net	3 555	( 2 347 )

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

# NOTES

## AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

25 JANVIER 2003 ET 26 JANVIER 2002

[LES MONTANTS DES TABLEAUX SONT EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF  
LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE.]

### 1. CONVENTIONS COMPTABLES

#### Utilisation d'estimations

Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus nécessite l'utilisation par la direction d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les résultats réels pourraient être différents des montants estimés. De l'avis de la direction, les états financiers ont été dressés de façon appropriée selon les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

#### Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Le Château Inc. et de sa filiale en propriété exclusive.

#### Conversion des comptes exprimés en monnaie étrangère

Les opérations libellées en monnaie étrangère et les établissements étrangers intégrés utilisent la méthode temporelle.

Les actifs et passifs monétaires sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. Les autres actifs et passifs sont convertis aux taux en vigueur aux dates des opérations. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur au cours de l'exercice, à l'exception du coût des stocks utilisés et de l'amortissement, lesquels sont convertis aux taux de change en vigueur au moment de l'acquisition des actifs connexes. Les résultats font état des gains et pertes de change.

#### Espèces et quasi-espèces

Les espèces se composent des fonds en caisse et des soldes auprès d'institutions bancaires. Les quasi-espèces se limitent aux placements qui peuvent être facilement convertibles en un montant connu d'espèces en plus d'être assujettis à un risque de variation minimal de leur valeur et de comporter une échéance initiale de trois mois ou moins.

#### Stocks

Les matières premières et les produits en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Les produits finis sont évalués, selon la méthode de l'inventaire au prix de détail, au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette moins la marge bénéficiaire normale.

#### Immobilisations et amortissement

Toutes les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est imputé aux résultats comme suit :

Bâtiment	10 %, amortissement dégressif
Mobilier et matériel	5 à 10 ans, amortissement linéaire
Automobiles	30 %, amortissement dégressif

Les droits de location et les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale des baux, plus une période de renouvellement, ne pouvant dépasser dix ans.

#### Avantages incitatifs reportés

Les avantages incitatifs reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale des baux, plus une période de renouvellement, ne pouvant dépasser dix ans.

#### Régime de rémunération à base d'actions

En date du 27 janvier 2002, la Société a adopté le nouveau chapitre de l'ICCA « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». Conformément aux recommandations de ce nouveau chapitre, la norme comptable est appliquée à toutes les attributions d'actions après le 26 janvier 2002, date à laquelle le chapitre est entré en vigueur pour la Société. La Société a un régime d'options sur actions et un régime d'achat d'actions comme décrit à la note 8.

## 1. CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### Régime de rémunération à base d'actions (suite)

La comptabilisation du régime d'options sur actions de la Société n'a pas été modifiée du fait de la nouvelle norme comptable. En vertu de la nouvelle norme, comme pendant les périodes précédentes, la Société utilise la comptabilisation au règlement pour son régime d'options sur actions. L'opération est reflétée dans les états financiers uniquement au moment de l'exercice des options, au prix d'exercice. La contrepartie versée par les employés à l'exercice d'options sur actions est comptabilisée à titre de capital social. La présentation pro forma est fournie à la note 8 comme si ces attributions étaient comptabilisées selon la méthode de la juste valeur.

### Frais d'ouverture de magasins

Les frais d'ouverture de magasins sont passés en charges dès qu'ils sont engagés.

### Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices, laquelle exige que le calcul des actifs d'impôts futurs et des passifs d'impôts futurs soit fait selon les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur, dans l'éventualité d'écarts temporaires causés par la différence entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable.

### Résultat par action

Le résultat dilué par action est calculé au moyen de la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution est calculé comme si la totalité des options ayant un effet dilutif avaient été exercées au début de la période considérée ou à la date d'émission, si elle est postérieure, et le produit de l'exercice de ces options est utilisé pour racheter des actions ordinaires pour leur cours moyen pendant la période.

## 2. FACILITÉS DE CRÉDIT

La Société dispose de facilités de crédit d'exploitation s'élevant à 11 millions de dollars, qui sont portées à 16 millions de dollars pendant la période de pointe de la Société, soit du 15 avril au 15 septembre, garanties par les débiteurs et les stocks de la Société, les actions émises d'une filiale et une hypothèque mobile qui prévoit une charge sur les actifs de la Société. Cette convention de crédit est renouvelable annuellement. Les montants prélevés sur ces facilités de crédit sont remboursables à vue et portent intérêt aux taux établis d'après le taux bancaire préférentiel pour les emprunts libellés en dollars canadiens, d'après le taux de base aux États-Unis pour les emprunts libellés en dollars américains et au taux des acceptations bancaires majoré de 1,25 % pour les acceptations bancaires en dollars canadiens. En outre, les modalités de la convention bancaire exigent que la Société respecte certains ratios financiers et non-financiers.

De plus, la Société dispose jusqu'au 31 mai 2003 d'une facilité de 5 millions de dollars afin de financer les rénovations de magasins. Les prélèvements en vertu de la facilité sont remboursables sur une période de 48 mois et porteront intérêt à un taux variable (taux préférentiel majoré de 1,5 %) ou à un taux fixe (taux du gouvernement du Canada de trois ans majoré de 2,96 %). La facilité est garantie par les fournitures et le matériel des magasins financés en vertu du contrat de location. Au 21 mars 2003, aucun montant n'avait été prélevé en vertu de cette facilité.

## 3. STOCKS

	25 JANV. 2003 \$	26 JANV. 2002 \$
Matières premières	4 800	3 263
Produits en cours	1 234	1 451
Produits finis	19 448	16 639
	25 482	21 353

## 4. PRÊT À UN ADMINISTRATEUR

Le prêt ne porte pas intérêt et a été accordé en vertu du régime d'achat d'actions.

Au 25 janvier 2003, les actions que détient la Société à titre de sûreté pour le prêt ont une valeur marchande de 503 000 \$ [461 000 \$ en 2002]. Ce prêt doit être remboursé en 2005, sous réserve d'un remboursement anticipé advenant la cessation de l'emploi ou la cession des actions de l'administrateur. La juste valeur du prêt ne peut être déterminée.

## 5. IMMOBILISATIONS

	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$
<b>25 janvier 2003</b>			
Terrain et bâtiment	989	474	515
Droits de location et améliorations locatives	24 867	10 887	13 980
Caisses enregistreuses aux points de vente et matériel informatique	8 311	3 507	4 804
Autres mobilier et agencements	32 040	13 111	18 929
Automobiles	131	97	34
	66 338	28 076	38 262
<b>26 janvier 2002</b>			
Terrain et bâtiment	989	424	565
Droits de location et améliorations locatives	22 944	9 315	13 629
Caisses enregistreuses aux points de vente et matériel informatique	8 123	3 085	5 038
Autres mobilier et agencements	27 918	10 718	17 200
Automobiles	178	149	29
	60 152	23 691	36 461

Des immobilisations de 2 645 000 \$ [4 950 000 \$ en 2002] sont détenues en vertu de contrats de location-acquisition. L'amortissement cumulé à l'égard de ces immobilisations totalise 691 000 \$ [1 114 000 \$ en 2002].

## 6. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Les loyers minimums futurs à payer en vertu des contrats de location-acquisition sont comme suit :

	\$
2004	804
2005	218
Total des loyers minimums à payer	1 022
Montant représentant l'intérêt à des taux se situant entre 5,5 % et 7,4 %	34
	988
Moins la tranche à court terme	776
	212

La juste valeur des contrats de location-acquisition à taux fixe est fondée sur les flux de trésorerie futurs estimatifs actualisés au taux courant du marché pour les dettes ayant la même durée jusqu'à l'échéance. La juste valeur de ces contrats de location-acquisition se rapproche de leur valeur comptable.

## 7. DETTE À LONG TERME

	25 JANV. 2003 \$	26 JANV. 2002 \$
Convention de sécurité garantie I de 8,77 %, échéant le 26 novembre 2003	446	1 112
Convention de sécurité garantie II de 6,97 %, échéant le 15 juillet 2004	524	847
Convention de sécurité garantie III de 6,35 %, échéant le 27 février 2006	2 279	—
	3 249	1 959
Moins la tranche à court terme	1 483	989
	1 766	970

L'emprunt est garanti par la totalité des immobilisations acquises avec le produit de la dette à long terme.

Les remboursements du capital sont payables au cours des exercices suivants :

	\$
2004	1 483
2005	914
2006	784
2007	68
	3 249

La juste valeur des emprunts décrits ci-dessus se rapproche de leur valeur comptable.

## 8. CAPITAL SOCIAL

### Autorisé

Un nombre illimité d'actions privilégiées de premier, deuxième et troisième rangs, sans droit de vote et pouvant être émises en série.

Un nombre illimité d'actions de catégorie A avec droit de vote subalterne.

Un nombre illimité d'actions de catégorie B avec droit de vote.

### Émis

	25 JANV. 2003 \$	26 JANV. 2002 \$
2 001 481 actions de catégorie A [1 922 541 en 2002]	12 616	12 381
3 020 000 actions de catégorie B	1 064	1 064
	13 680	13 445

Au cours de l'exercice terminé le 25 janvier 2003, la Société a émis 78 940 actions de catégorie A [7 250 en 2002] en vertu du régime d'options sur actions pour 235 000 \$ [17 000 \$ en 2002].

### Caractéristiques principales

[a] En ce qui a trait au versement de dividendes et au rendement du capital, les actions prennent rang comme suit :

- Privilégiées de premier rang
- Privilégiées de deuxième rang
- Privilégiées de troisième rang
- Catégorie A et catégorie B

## 8. CAPITAL SOCIAL (SUITE)

### Caractéristiques principales (suite)

- [b] Sous réserve des droits des actionnaires privilégiés, les porteurs d'actions de catégorie A ont droit à un dividende privilégié non cumulatif de 0,05 \$ par action, après quoi les porteurs d'actions de catégorie B ont droit à un dividende non cumulatif de 0,05 \$ par action. Tout autre dividende déclaré au cours d'un exercice doit être déclaré et versé en montants égaux par action pour toutes les actions de catégorie A et de catégorie B alors en circulation, sans privilège ni distinction.
- [c] Sous réserve de ce qui précède, les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont égalité de rang, action pour action, quant aux bénéfices.
- [d] Les actions de catégorie A confèrent un vote par action et les actions de catégorie B, 10 votes par action.
- [e] Les actions de catégorie A sont convertibles en actions de catégorie B à raison d'une action pour une action si la société mère cesse de contrôler la Société ou si une offre est acceptée quant à la vente de plus de 20 % des actions de catégorie B alors en circulation à un prix supérieur à 115 % de leur cours à la cote. Les actions de catégorie B sont convertibles en actions de catégorie A en tout temps, à raison d'une action pour une action.

### Régime d'options sur actions

En vertu des dispositions du régime d'options sur actions, la Société peut accorder des options à des employés clés et des administrateurs pour acheter des actions de catégorie A. Le régime, qui a été modifié le 28 mai 1997, le 7 avril 2000 et le 20 avril 2001, prévoit qu'un maximum de 1 250 000 actions de catégorie A peut être émis. La Société tente d'obtenir l'approbation de la Bourse de Toronto et de la Commission des valeurs mobilières du Québec afin de faire passer ce nombre à 1 500 000 actions de catégorie A sous réserve de l'approbation des actionnaires. Le prix de l'option ne peut être inférieur à la moyenne simple des cours extrêmes d'un lot régulier d'actions de catégorie A à la Bourse de Toronto le dernier jour ouvrable avant la date à laquelle l'option est accordée. Les options sur actions peuvent être exercées progressivement par le porteur sur une période de deux à cinq ans débutant à la date d'octroi. Depuis la création, 671 630 options ont été exercées.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de la situation du régime d'options sur actions de la Société aux 25 janvier 2003 et 26 janvier 2002 et des variations pendant les exercices terminés à ces dates :

	25 JANVIER 2003		26 JANVIER 2002	
	ACTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	ACTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$
En circulation au début de l'exercice	620 950	5,05	540 800	5,44
Octroyées	284 960	6,84	168 000	3,77
Exercées	78 940	2,98	7 250	2,33
Annulées/échues	92 760	6,31	80 600	5,27
En circulation à la fin de l'exercice	734 210	5,81	620 950	5,05
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	282 370	5,49	263 080	5,77

Le tableau suivant résume l'information relative aux options sur actions en circulation au 25 janvier 2003 :

FOURCHETTE DE PRIX D'EXERCICE \$	NOMBRE EN CIRCULATION AU 25 JANV. 2003	DURÉE DE VIE RESTANTE MOYENNE PONDÉRÉE	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	NOMBRE D'OPTIONS POUVANT ÊTRE EXERCÉES AU 25 JANV. 2003	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$
2,25 à 6,49	382 510	3 ans	3,88	166 950	2,74
6,50 à 7,99	208 000	0,5 an	7,13	—	7,60
8,00 à 8,99	70 700	2 ans	8,26	42 420	8,26
9,00 à 10,17	73 000	1 an	10,17	73 000	10,17
2,25 à 10,17	734 210	3 ans	5,81	282 370	5,49

## 8. CAPITAL SOCIAL (SUITE)

### Régime d'options sur actions (suite)

Au cours de l'exercice terminé le 25 janvier 2003, 284 960 options sur actions ont été attribuées. Conformément à la nouvelle norme, aucune charge de rémunération n'a été comptabilisée lorsque ces options sur actions ont été attribuées. De manière pro forma, si la Société avait utilisé la méthode de la juste valeur pour son régime d'options, le bénéfice net de la Société pour l'exercice aurait été de 7 468 000 \$ (bénéfice de base de 1,50 \$ l'action et bénéfice dilué de 1,43 \$ l'action).

La juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution des options attribuées au cours de l'exercice terminé le 25 janvier 2003 s'est élevée à 1,54 \$ l'option. La juste valeur de chaque option attribuée a été établie à la date de l'attribution à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes, les hypothèses moyennes pondérées suivantes étant utilisées pour les options attribuées au cours de la période.

	HYPOTHÈSES
Dividendes prévus	0,40 \$
Volatilité prévue	47 %
Taux d'intérêt sans risque	4,34 %
Durée prévue	3,0 années

Un nombre de 734 210 options sur actions sont en circulation en vertu du régime d'options sur actions de la Société au 25 janvier 2003, dont les prix d'exercice vont de 2,25 \$ à 10,17 \$. De ces options en circulation, 282 370 sont exerçables. Parmi les options exerçables, 209 370 options avaient un prix d'émission inférieur au cours de clôture de 9,88 \$ au 25 janvier 2003, et par conséquent, étaient « dans le cours » à cette date.

### Régime d'achat d'actions

En vertu des dispositions du régime d'achat d'actions, la Société peut accorder à ses employés clés des droits de souscription visant des actions de catégorie A. Le régime, qui a été modifié le 28 mai 1997, prévoit qu'un maximum de 10 000 actions de catégorie A peut être émis à compter du 28 mai 1997 et que le prix de souscription ne peut être inférieur au cours de clôture des actions de catégorie A à la Bourse de Toronto le dernier jour ouvrable avant la date à laquelle le droit de souscription a été accordé. Depuis le 28 mai 1997, aucune action n'a été émise en vertu du régime d'achat d'actions.

## 9. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Au 25 janvier 2003, une filiale américaine avait des pertes accumulées de 12,7 millions de dollars CA [8,4 millions de dollars US] venant à échéance entre 2004 et 2018. Une provision pour moins-value a été inscrite à l'égard des actifs d'impôts futurs correspondants et, par conséquent, les avantages fiscaux relatifs au report prospectif de ces pertes n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers.

Les pertes fiscales américaines viennent à échéance comme suit:

	\$
2004	532
2005	1 629
2006	2 105
2007	3 125
2008	584
2009 – 2018	4 754
	12 729



## 9. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

Voici un rapprochement du taux d'imposition moyen prévu par la loi et du taux d'imposition réel :

	2003 %	2002 %
Taux d'imposition moyen prévu par la loi	37,5	40,2
Augmentation (diminution) du taux d'imposition découlant de ce qui suit :		
Pertes fiscales américaines non déductibles	2,8	18,0
Éléments non déductibles et impôt des grandes sociétés	( 1,4 )	( 4,4 )
<b>Taux d'imposition réel</b>	<b>38,9</b>	<b>53,8</b>

Les détails de la provision pour impôts sur les bénéfices sont comme suit:

	2003 \$	2002 \$
Impôts exigibles	4 697	1 855
Impôts futurs	116	303
Provision pour impôts sur les bénéfices	4 813	2 158

L'incidence fiscale des écarts temporaires et des pertes d'exploitation nettes qui donnent lieu à des actifs et passifs d'impôts futurs est comme suit:

	2003 \$	2002 \$
<b>Passifs d'impôts futurs</b>		
Valeur comptable des immobilisations en sus de l'assiette fiscale	2 732	3 178
Total des passifs d'impôts futurs	2 732	3 178
<b>Actifs d'impôts futurs</b>		
Contrats de location-exploitation	193	606
Avantages incitatifs reportés	651	800
Pertes fiscales américaines	4 328	4 250
Provision pour moins-value	( 4 328 )	( 4 250 )
Total des actifs d'impôts futurs	844	1 406
Impôts futurs nets	1 888	1 772

## 10. RÉSULTAT PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

Le bénéfice dilué par action fait état de l'effet de dilution découlant de l'exercice des options sur actions en circulation à la fin de l'exercice ou des options exercées au cours de l'exercice, comme si elles avaient été exercées au début de l'exercice ou à la date de leur attribution si l'attribution survient après le début de l'exercice. Le tableau qui suit présente un rapprochement des numérateurs et des dénominateurs utilisés dans le calcul du résultat de base par action et du résultat dilué par action.

	2003 \$	2002 \$
<b>Bénéfice net (numérateur)</b>	7 562	1 852
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dénominateur)</b>		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	4 980	4 936
Effet dilutif des options sur actions	232	102
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué</b>	5 212	5 038

## 11. ENGAGEMENTS

La Société dispose de lettres de crédit d'un montant de 6 155 000 \$ dont 1 823 000 \$ ont été utilisés à la fin de l'exercice. Les lettres de crédit représentent des garanties de paiement d'achats auprès de fournisseurs étrangers et leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable. Les lettres de crédit disponibles réduisent les lignes de crédit d'exploitation disponibles décrites à la note 2.

Les loyers minimums à verser en vertu de contrats de location-exploitation à long terme se présentent comme suit :

	\$
2004	20 671
2005	17 681
2006	15 552
2007	13 024
2008	10 761
Par la suite	23 469
	101 158

Certains des contrats de location-exploitation prévoient des loyers annuels supplémentaires fondés sur les ventes en magasin ainsi que des augmentations annuelles des charges d'exploitation du propriétaire.

## 12. INFORMATION SECTORIELLE

Le seul secteur d'exploitation de la Société est la vente au détail de vêtements, d'accessoires et de chaussures pour hommes, femmes et enfants dynamiques et sensibles à la mode.

L'information sectorielle est attribuée aux secteurs géographiques selon l'emplacement des magasins de la Société. Voici un résumé des résultats et des actifs de la Société, par région géographique :

	25 JANV. 2003 \$	26 JANV. 2002 \$
<b>Ventes aux clients :</b>		
Canada	208 420	176 186
États-Unis	9 240	11 354
	217 660	187 540
<b>Amortissement :</b>		
Canada	6 489	5 930
États-Unis	448	585
	6 937	6 515
<b>Bénéfice net (perte nette) :</b>		
Canada	8 507	3 647
États-Unis	( 945 )	( 1 795 )
	7 562	1 852
<b>Bénéfice net (perte nette) de base par action :</b>		
Canada	1,71	0,74
États-Unis	( 0,19 )	( 0,36 )
	1,52	0,38
<b>Actifs sectoriels :</b>		
Canada	76 025	65 118
États-Unis	4 494	4 797
	80 519	69 915
<b>Dépenses en immobilisations :</b>		
Canada	8 960	4 915
États-Unis	59	110
	9 019	5 025
<b>Immobilisations :</b>		
Canada	34 911	32 725
États-Unis	3 351	3 736
	38 262	36 461

### 13. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT HORS CAISSE

Les rentrées (sorties) liées au fonds de roulement hors caisse sont composées des variations liées à l'exploitation des comptes suivants :

	2003 \$	2002 \$
Débiteurs et charges payées d'avance	416	94
Impôts sur les bénéfices remboursables	—	2 427
Stocks	( 4 129 )	770
Créditeurs et charges à payer	4 287	1 295
Impôts sur les bénéfices à payer	952	1 925
<b>Flux de trésorerie liés au fonds de roulement</b>	<b>1 526</b>	<b>6 511</b>

### 14. INSTRUMENTS FINANCIERS

#### Justes valeurs

Les justes valeurs estimatives des instruments financiers aux 25 janvier 2003 et 26 janvier 2002 sont fondées sur les prix du marché pertinents et l'information disponible à ces dates. Les estimations de la juste valeur ne sont pas représentatives des montants que la Société pourrait recevoir ou payer dans le cadre d'opérations réelles sur le marché.

#### Actifs et passifs financiers à court terme

Les valeurs comptables des actifs et passifs financiers à court terme sont des estimations raisonnables de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme. Les actifs financiers à court terme se composent d'espèces et de quasi-espèces et de débiteurs, tandis que les passifs financiers à court terme se composent de créditeurs et charges à payer, de dividendes à payer, d'impôts sur les bénéfices à payer et de la tranche échéant à moins d'un an des obligations découlant de contrats de location-acquisition et de la dette à long terme.

### 15. ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et quasi-espèces comprennent un prêt garanti par une banque à charte canadienne d'un total de 10 millions de dollars. Le prêt porte intérêt au taux de 2,74 % et a été remboursé le 6 février 2003.

# RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

---

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### **HERSCHEL H. SEGAL**

Président du Conseil  
et chef de la direction de la Société

### **JANE SILVERSTONE, B.A.LL**

Vice-présidente du Conseil

### **EMILIA DI RADDO, CA**

Présidente et  
secrétaire générale

### **SIDNEY HORN**

Associé  
Stikeman Elliott

### **A.H.A. OSBORN**

Chef de la direction  
Alexon Group plc

### **HERBERT E. SIBLIN, CM, FCA \***

Président  
Siblin & Associés Ltée

### **WILLIAM CLEMAN \***

Conseiller en gestion

### **DAVID MARTZ \***

Conseiller en gestion

\*Membre du Comité de vérification

## DIRIGEANTS

### **HERSCHEL H. SEGAL**

Président du Conseil  
et chef de la direction

### **JANE SILVERSTONE, B.A.LL**

Vice-présidente du Conseil

### **EMILIA DI RADDO, CA**

Présidente et  
secrétaire générale

### **BETTY BERLINER**

Vice-présidente principale,  
achats et mise en marché

### **FRANCO ROCCHI**

Vice-président,  
ventes et opérations

## SIÈGE SOCIAL

5695, rue Ferrier  
Ville Mont-Royal (Québec)  
H4P 1N1  
Tél. : (514) 738-7000

## INTERNET

<http://www.lechateau.com>

## VÉRIFICATEURS

Ernst & Young s.r.l.  
Comptables agréés

## RÉGISTRAIRE ET AGENTS DE TRANSFERTS

Société de fiducie Computershare  
du Canada

## CONSEILLERS JURIDIQUES

Stikeman Elliott

## BANQUIERS

Banque Royale du Canada

## ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le mercredi 9 juillet 2003  
à 10 h au Siège social de la Société

## RÉALISATION

Maison Brison Inc.

To obtain an English version of this report, please contact our head office.